

Initiatives ministérielles

recommandé que le comité procède vite puisque c'est lui qui a dit qu'on était à passer cela clause par clause le plus rapidement possible, pour terminer le plus rapidement possible.

Cela dit, on semble indiquer que le projet Hibernia n'aura pas les retombées économiques qu'on lui attribue et ne contribuera pas à la sécurité énergétique du pays, comme on le prétend. Il faut aussi réaliser qu'au-delà de la sécurité énergétique, il y a aussi le fait d'utiliser certaines de nos ressources naturelles pour en faire une commodité, pour vendre cette commodité-là pour améliorer notre balance des paiements.

Monsieur le Président, j'arrive d'une tournée dans le Nord de l'Alberta où j'ai eu l'occasion avec le Comité de l'énergie, des mines et des ressources de constater jusqu'à quel point les réserves de sables bitumineux sont importantes, représentent une source énergétique importante pour le Canada. Le projet Hibernia va permettre à l'Est du pays, non seulement à Terre-Neuve, mais à l'Est du pays, de développer une expertise qui n'existe pas chez nous, soit mettre en pratique, développer des techniques que nous ne connaissons pas, qui vont permettre aux gens de chez nous, aux gens de Terre-Neuve, aux gens des Maritimes et aux gens du Québec d'acquérir des compétences, de participer à un projet qui est important pour l'Est du pays, monsieur le Président.

Alors, je dois vous dire que, comme député du Québec, contrairement à mes collègues du Bloc québécois, j'appuie le projet Hibernia et j'espère que cette Chambre sera en mesure de le passer le plus rapidement possible puisqu'il représente, pour le Québec, des intérêts, des avantages extraordinaires. Au moment où le projet a été annoncé, qu'on se le rappelle, il y a une seule province qui en a bénéficié et pour laquelle il a été promis des choses, c'est le Québec. Lorsque l'annonce a été faite, on a identifié immédiatement des compagnies de génie, des compagnies de construction qui se voyaient octroyer du travail; il y avait du travail garanti, il y avait des activités garanties avec le projet Hibernia. Alors, pourquoi veut-on essayer aujourd'hui de retarder les travaux de la Chambre? Pourquoi veut-on essayer, par des amendements, de retarder les travaux de la Chambre, pour retarder ce projet-là? Et en retardant ce projet-là, monsieur le Président, tout ce qu'on fait, c'est qu'on nuit à l'économie de l'Est du pays.

Alors, je voudrais tout simplement demander à mes collègues du Bloc québécois et aussi aux députés du NPD d'appuyer le projet de loi, de procéder le plus rapidement possible, de laisser les députés se prononcer librement dans cette Chambre, afin que le projet Hibernia puisse être réalisé, puisse être mis en pratique pour le plus grand bien, non seulement des Terre-Neuviens, mais aussi des gens des Maritimes et du Québec.

Cela dit, je vais laisser l'opportunité à d'autres députés de se prononcer puisque maintenant ma position est claire.

Je voudrais rappeler à mon collègue de Mégantic—Compton—Stanstead de ne pas s'inquiéter de mon sort aux prochaines élections. Je suis capable de m'occuper de cela très bien. Les gens de la circonscription de Manicouagan savent très bien où sont leurs intérêts, et j'aurais beaucoup plus d'inquiétude à son endroit que j'en ai pour moi. Cela dit, monsieur le Président, je vous remercie beaucoup.

[Traduction]

M. Simon de Jong (Regina—Qu'Appelle): Monsieur le Président, je suis heureux de participer à ce débat, bien que ce dont je voudrais parler diffère un peu des remarques de mes collègues libéraux et conservateurs ainsi que de ceux qui forment maintenant le Bloc québécois.

Il me semble que, tandis que je suis ici et que j'écoute ce débat, celui-ci me rappelle un peu le film *La nef des fous*. Nous débattons ici des prétendues retombées d'une technologie que nous devrions encourager au lieu de discuter du prix qu'il en coûtera pour la subventionner. Nous nous en rendons compte assurément, en fait il s'agit d'un peu de schizophrénie. Tous les députés s'inquiètent de l'effet de serre. Nous avons entendu tous les députés en parler. C'était un point important de débat lors du congrès d'investiture des libéraux. Nous nous en inquiétons tous. Mais que faisons-nous pour y remédier? Nous sommes tout disposés à recommencer à subventionner l'industrie pétrolière.

• (1850)

Manifestement, nous sommes une nef de fous. . .

M. MacDonald (Dartmouth): Êtes-vous opposé au projet Hibernia?

M. de Jong: Oui, j'y suis opposé, comme à tous les autres mégaprojets pétroliers. Il est temps, à mon avis, que nous arrêtions de subventionner l'industrie pétrolière. En fait, pourrais-je vous proposer, monsieur le Président, qu'au lieu de subventionner cette industrie, nous commençons à imposer une taxe spéciale sur le pétrole et l'essence qui soit proportionnelle à leur taux de pollution. Et plus une substance est polluante, plus elle devrait. . .

Des voix: Oh, oh!

Le président suppléant (M. Paproski): À l'ordre, je vous prie, à l'ordre. Le député aurait-il l'obligeance de reprendre son siège.

Je voudrais écouter le député. Il reste encore neuf minutes dans le débat, avant 19 heures. Un peu de silence. Merci. Le député de Regina—Qu'Appelle.

M. de Jong: Merci, monsieur le Président.